

[Text]

received the 1984-85 annual report and you now have the supplementary estimates for my ministry which were tabled on November 18, hence the necessity for my attendance here this morning.

I think some clarification can be provided with respect to those supplementary estimates, and I would like to give you a few details.

In the broadest sense, the priorities of any Solicitor General are the management of the four agencies for which I am responsible, and I have introduced the heads of those agencies to you this morning.

I should point out that the main estimates for 1986-87 describe a total budget for the ministry of approximately \$1.950 billion and aside from the RCMP, 14,000 person-years are allocated to the ministry. If we include the RCMP, we are looking at approximately 31,200 employees under the jurisdiction of this ministry.

These expenditures represent the largest component of federal spending on justice. Management of these four agencies goes hand in hand with the development of effective policy in the areas of national security, policing and correction.

I think we have to look ahead a bit and see where we are going. For example, the threat of terrorism is a relatively new problem, and a particularly ugly one.

• 0945

Maintenance of security of the state is a fundamental responsibility of the Solicitor General, and I am charged with the duty of carrying out that responsibility within Canada. Politically motivated crimes are presenting more of a challenge to security and policing organizations than ever before, and this requires the maximum possible degree of co-ordination, communication, and co-operation among the agencies and departments of the federal government, the federal and provincial governments, and the governments of like-minded communities out in the world.

Terrorism is a priority for this government, and I am addressing this on an urgent basis. We have implemented a number of measures to improve security at airports and protective security both within and outside the National Capital Region. We have instituted structural changes to bring the Canadian Security Intelligence Service and the RCMP closer together, particularly with respect to counter-terrorism. We have established the Special Emergency Response Team, SERT, and have put in place the structures necessary to ensure a coherent, centralized, effective and efficient capacity for counter-terrorism planning, co-ordination, and crisis management.

My submission for supplementary estimates contains a request under vote 10a for approximately \$16.5 million for CSIS. A portion of this amount is for the enhanced counter-terrorism program, including essential investigative, analytical, surveillance, and technical services within the service. The

[Translation]

Vous avez déjà reçu le rapport annuel de 1984-1985 et aussi le budget supplémentaire que mon ministère a déposé le 18 novembre, ce qui explique ma présence ici ce matin.

Le budget supplémentaire nécessite quelques explications, et les voici.

Au sens large du mot, la priorité qui s'impose à tout solliciteur général est la gestion des quatre organismes dont il est responsable, et dont je vous ai présenté les chefs qui m'accompagnent ce matin.

Le budget des dépenses de 1986-1987 représente pour tout le ministère, quelque 1,950 milliards et, exception faite de la GRC, 14,000 années-personnes. Si nous incluons la GRC, environ 31,200 employés relèvent de mon ministère.

Ces dépenses représentent la composante la plus importante des dépenses fédérales dans le domaine de la justice. La gestion des quatre organismes va de pair avec l'élaboration d'une politique efficace dans le domaine de la sécurité nationale, du maintien de l'ordre et des services correctionnels.

Il nous faut regarder vers l'avenir et voir où nous allons. Par exemple, la menace du terrorisme représente un problème relativement nouveau et un problème particulièrement répugnant.

Le maintien de la sécurité de l'État est le mandat premier du solliciteur général, et il m'incombe de m'acquitter de ce devoir au Canada. Plus que jamais, les crimes politiques présentent un défi aux forces de sécurité et de police, ce qui requiert le maximum de coordination, de communication et de coopération entre les organismes et les ministères du gouvernement fédéral, entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et entre les gouvernements des pays du monde qui sont inopinés du même idéal.

Le terrorisme est une question prioritaire pour le gouvernement, et je m'attaque au problème de façon urgente. Nous avons déjà pris un certain nombre de mesures destinées à améliorer la sécurité dans les aéroports ainsi que le dispositif de protection tant à l'intérieur de la région de la Capitale nationale qu'à l'extérieur. Nous sommes intervenus au niveau des structures de façon à rapprocher le Service canadien du renseignement de sécurité et la GRC, surtout pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme. Nous avons créé l'équipe spéciale d'intervention en cas d'urgence et avons mis en place les structures en vue d'une capacité cohérente, centralisée, réelle et efficace de planification, de coordination et d'intervention en cas de crise terroriste.

Mon budget supplémentaire prévoit environ 16,5 millions de dollars pour le Service canadien du renseignement de sécurité sous le crédit 10a. Une partie de ce montant doit être consacré à l'amélioration du programme de lutte contre le terrorisme, y compris tout ce qui a trait aux services essentiels d'enquête,